

Des vies menacées faute de médicaments



Alice Chenyika, 50 ans, n'a plus les moyens de payer ses médicaments. 9 D.R

Le président Emmerson Mnangagwa a promis un nouveau départ en accédant au pouvoir il y a un an, après 37 ans de règne autoritaire de Robert Mugabe, mais les douze derniers mois ont été très difficiles pour les Zimbabweens.

Deux doses par jour de nifédipine : depuis cinq ans, Alice Chenyika veillait scrupuleusement à tenir sa pression artérielle sous contrôle grâce aux médicaments prescrits par ses médecins. Mais la flambée des prix au Zimbabwe lui rend désormais la tâche impossible : le précieux traitement est devenu hors de prix, quand il ne manque pas à l'appel.

“En septembre, quand je suis allée à la pharmacie pour acheter des médicaments, on m'a dit deux fois que la nifédipine était en rupture de stock, ce qui n'était jamais arrivé avant”, raconte à l'AFP Alice Chenyika, 50 ans, veuve et mère d'une fille, dans sa maison d'Eastview, près de la capitale Harare. Quand ses médicaments ont fait leur retour dans les réserves des magasins quelques semaines plus tard, un mois de traitement coûtait 24 dollars (21,20 euros) contre 6 dollars (5,30 euros) précédemment. “Je ne pouvais plus me les payer. J'ai donc commencé à prendre des plantes à la place”, explique Alice Chenyika.

Elle vit avec les 300 dollars (265 euros) de la pension de son mari, mais les deux tiers de son budget vont au paiement de son logement, reversés à la coopérative qui a construit sa maison. Mme Chenyika pâtit comme tous les Zimbabweens de la plus grave crise économique que connaisse son pays depuis dix ans.

Le président Emmerson Mnangagwa a promis un nouveau départ en accédant au pouvoir il y a un an, après 37 ans de règne autoritaire de Robert Mugabe, mais les douze derniers mois ont été très difficiles pour les Zimbabweens. La population est confrontée, en raison d'un manque de devises, à des pénuries de nourriture, de carburant et de médicaments, et à des hausses de prix qui sont les pires depuis que la crise de 2008 a entraîné le pays dans une spirale d'hyperinflation. Faute de médicaments, Alice Chenyika s'est convertie aux plantes. Elle boit désormais trois fois par jour des infusions réalisées avec des feuilles d'étoiles de Bethléem, des fleurs

issues de son jardin. “Je cherchais désespérément une solution et j'ai suivi des personnes de la communauté qui faisaient des infusions. Je n'ai pas eu d'avis d'experts”, dit-elle.

Mais elle ignore si ces herbes sont efficaces. “Il n'y a aucun moyen de mesurer les dosages. Je prends ce thé parce que je n'ai pas d'autre choix”, explique-t-elle.

Des médicaments hors de prix

Martin Kapeta, un retraité de 71 ans, s'est, lui, résolu à faire parfois l'impasse sur les deux médicaments qu'il prend pour le diabète et l'hypertension.

Il touche une retraite mensuelle de 153 dollars (135 euros) et a besoin de 57 dollars (50 euros) chaque mois pour acheter l'amlodipine et l'actraphane qui lui coûtaient 12 dollars (10,60 euros) auparavant. “Ce n'est pas la vie à laquelle nous étions habitués. Les autorités doivent faire quelque chose ou nous allons mourir”, dit-il. De leur côté, les médecins font face à un dilemme : prescrire ou ne pas prescrire ? “C'est devenu difficile de rédiger une ordonnance”, déclare à l'AFP le Dr Norman Matara, membre du conseil d'administration de l'Association zimbabwéenne des médecins pour les droits de l'homme. Au lieu de prescrire les médicaments dont les patients ont besoin, “nous sommes obligés de prescrire ce qui est disponible, et ça change tout le temps”.

Ceux qui le peuvent “s'approvisionnent dans les États voisins”, souligne le médecin, qui redoute de voir à l'avenir “plus de gens victimes de complications mais aussi des morts prématurées”.

Une lutte de tous les jours

Le président Mnangagwa a demandé le mois dernier aux Zimbabwéens de garder leur calme alors que les chauffeurs faisaient la queue pendant des heures pour obtenir du carburant rationné et que les plus riches faisaient des stocks de nourriture.

Les pénuries ont créé un marché noir florissant. Le litre d'huile de cuisine, par exemple, coûte jusqu'à 12 dollars (10,60 euros) dans la rue au lieu de 3,70 dollars (3,30 euros).

De nombreuses pharmacies ont momentanément fermé puis rouvert en affichant des prix plus élevés.

Beaucoup se font payer seulement en devises alors que peu de consommateurs en possèdent : de nombreux Zimbabwéens comptent sur les paiements électroniques en dollars américains, monnaie nationale depuis 2009. Mais les précieux billets verts se sont faits de plus en plus rares. En 2016, le gouvernement avait tenté de remédier à la fuite des dollars en introduisant des “bonds notes”, des sortes d'obligations, en principe d'une même valeur que les billets verts.

Mais faute de confiance de la part des opérateurs économiques, leur valeur réelle a vite baissé et l'écart avec le dollar n'a cessé de s'accroître ces dernières semaines.

Le président Mnangagwa doit désormais trouver un moyen de régler les dettes, d'attirer les investisseurs et d'augmenter l'aide internationale.

En attendant, Alice Chenyika continue de boire ses infusions. “Il n'y a pas de médicaments disponibles dans les hôpitaux publics, et la situation est tout aussi désespérée dans le secteur privé”, relève Dr Matara. Avec des conséquences dramatiques. “C'est très douloureux quand les infirmiers voient leurs patients mourir en sachant qu'ils auraient pu être sauvés si les ressources étaient là”, confie Enoch Dongo, porte-parole de l'Association des infirmiers zimbabwéens.

Fanuel JONGWE (AFP)